

LE CONCOURS NATIONAL DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION

Thème de l'édition 2023-2024

« Résister pour
échapper à la
Déportation en France
et Europe »

Contextualisation
des documents d'archives

WWW.TARN.FR



Archives départementales du Tarn

1 avenue de la Verrerie | CS 35678 | 81013 ALBI cedex 9

Courriel : archives.tarn@tarn.fr | Tél. : 05 63 36 21 00

<http://archives.tarn.fr>

Préambule

Parmi les sources étudiées pour constituer ce dossier, figurent sous la cote 1 J 1509, non communicable, des documents de travail de l'abbé André Maynadier. Ce dernier a en effet rédigé plusieurs articles concernant le chantier rural des Ormes et le maquis de La Roque (cf. bibliographie). Compte tenu de la réglementation en matière de communicabilité des Archives, il nous est possible de retranscrire les témoignages que l'abbé André Manaydier avait relevés dans les archives du Centre de documentation juive contemporaine, intégré aujourd'hui au Mémorial de la Shoah. Au vu de la richesse de ces témoignages, vous en trouverez de larges extraits dans ce dossier.

Introduction

Comme tous les ans, il tient à cœur au service éducatif de proposer une sélection de documents aux élèves souhaitant participer au Concours national de la Résistance et de la Déportation.

Bien des sources exploitées les années précédentes pourraient documenter la thématique de l'année 2023-2024, « Résister à la déportation en France et Europe ». Nous vous proposons donc un récapitulatif des offres pédagogiques où chacun pourra aller puiser pour préparer le concours.

En complément, nous vous proposons, cette année, un dossier sur le chantier-école des Ormes établi en 1941 à Lautrec, à l'initiative des Éclaireurs israélites.

Comment un chantier rural peut-il s'installer en 1941 à l'initiative des Éclaireurs israélites de France alors même que l'État français a déjà instauré les premières mesures répressives à l'égard des juifs ?

Comment ce chantier qui fait l'objet d'une surveillance accrue a pu mener des actions de sauvetages d'enfants et de jeunes recherchés par la police de Vichy et la Gestapo ?

Enfin, comment, de la résistance civile, les cadres des E.I.F. sont-ils passés à la lutte armée ?

À partir de quelques documents d'archives, c'est à ces quelques questions que nous tenterons d'apporter des éléments de réponse et de mettre en lumière ce parcours qui a mené des femmes et des hommes engagés dans un mouvement scout à la création de maquis juifs dans le Tarn et *in fine* à résister à la déportation.

Les réseaux débordent largement les frontières du département et les acteurs de cette résistance ont fait preuve d'une grande mobilité. Si pour certains, le chemin s'est arrêté dans

les combats ou dans les camps, d'autres ont poursuivi leur engagement bien au-delà de cette période de guerre. Engagés, ils l'ont été toute leur vie, en particulier pour transmettre cette mémoire.

Il ne tient qu'à chacun de poursuivre l'exploration de ces parcours de vie, d'en mesurer toute la richesse et la complexité.

Révolution nationale

« Au moment le plus cruel de son histoire, la France doit comprendre et accepter la nécessité d'une Révolution nationale. »

Projet de [loi constitutionnelle du 10 juillet 1940](#) :

La Révolution nationale prônée par le Maréchal Pétain marque une rupture avec la France du Front populaire et ses principes républicains.

Elle vise une transformation rapide et profonde de l'État et de la société française. La loi constitutionnelle du 10 juillet 1940 en pose les jalons :

L'Assemblée nationale donne tout pouvoir au gouvernement de la République, sous l'autorité et la signature du maréchal Pétain, à l'effet de promulguer par un ou plusieurs actes une nouvelle constitution de l'État français. Cette constitution devra garantir les droits du travail, de la famille et de la patrie.

« Travail, Famille, Patrie » vient supplanter la devise républicaine « Liberté, Égalité, Fraternité »

Il ne s'agit pas ici d'analyser dans le détail la politique mise en œuvre par Vichy. Pour autant, certaines mesures mises en œuvre dès 1940 permettent de comprendre comment un chantier rural géré par les E.I.F. a pu s'établir à Lautrec en 1941.

Le retour à la terre

La terre ne ment pas, déclare le Maréchal Pétain dans son appel aux Français du 25 juin 1940 alors qu'il tente d'expliquer les motifs qui l'ont conduit à signer les armistices avec l'Allemagne et l'Italie :

« La terre, elle, ne ment pas. Elle demeure votre recours. Elle est la patrie elle-même. Un champ qui tombe en friche, c'est une portion de France qui meurt. Une jachère de nouveau emblavée, c'est une portion de France qui renaît. »

La paysannerie et le retour à la terre jouent un rôle central dans la Révolution nationale prônée par la suite par Pétain. La terre est le socle de la patrie et les paysans par opposition aux populations citadines et intellectuelles sont garants de l'ordre social.

Diverses mesures sont mises en œuvre par le régime de Vichy pour enrayer l'exode rural et favoriser le retour à la terre.

Le 2 décembre 1940 est créée la Corporation Nationale Paysanne. Placée sous l'autorité de l'État, elle regroupe dans un organisme unique l'ensemble des structures agricoles.

En 1941 est créée une Mission de restauration paysanne pour remettre en état les cultures abandonnées mais aussi un Service civique rural visant à engager la jeunesse dans les grands travaux agricoles et pallier ainsi le manque de main-d'œuvre masculine.

Dans son discours aux paysans, prononcé à Pau le 20 avril 1941, le Maréchal Pétain annonce diverses mesures car « le Gouvernement veut donner à la paysannerie la place qui lui a été longtemps refusée par la nation. »

Et le paysan est érigé au rang de soldat :

« Le cultivateur doit prévoir, calculer, lutter. Les déceptions n'ont aucune prise sur cet homme que dominent l'instinct du travail nécessaire et la passion du sol. Quoi qu'il arrive, il fait face, il tient, c'est un chef.

De ce miracle chaque jour renouvelé, est sortie la France, nation laborieuse, économe, attachée à la liberté. C'est le paysan qui l'a forgée par son héroïque patience, c'est lui qui assure son équilibre économique et spirituel. Le prodigieux développement des forces matérielles n'a pas atteint la source des forces morales. Celles-ci marquent le cœur des paysans d'une empreinte d'autant plus forte qu'il les puise à même le sol de la Patrie. C'est pourquoi il faut que le « Paysan » soit hautement honoré car il constitue, avec le soldat, les garanties essentielles de l'existence et de la sauvegarde du pays...

Paysans, mes amis, je vous fais confiance et je compte sur votre dévouement pour m'aider à relever la France et la sauver de la famine. »

L' enrôlement de la jeunesse et le culte de l'Homme nouveau

La jeunesse est au cœur de la politique de Vichy car elle incarne aux yeux du Maréchal Pétain l'élite capable de redresser la France. Il l'interpelle dans son discours à la jeunesse de France du 29 décembre 1940 :

« Jeunes Français !

C'est à vous, jeunes Français, que je m'adresse aujourd'hui, vous qui représentaient l'avenir de la France, et à qui j'ai voué une affection et une sollicitude particulières.

Vous souffrez dans le présent, vous êtes inquiets pour l'avenir. Le présent est sombre, en effet, mais l'avenir sera clair, si vous savez vous montrer dignes de votre destin. »

Le Maréchal Pétain les appelle à cultiver « le sens de l'amour et de l'effort »¹, à « acquérir le sens de la communauté, sur le plan social comme sur le plan national, « à travailler en commun, à réfléchir en commun, à obéir en commun ».

« En un mot », déclare-t-il, « cultivez parmi vous l'esprit d'équipe. Vous préparerez ainsi le solide fondement du nouvel ordre Français, qui vous liera fortement les uns aux autres, et vous permettra d'affronter allégrement l'œuvre immense du redressement national »

À cet égard, l'affiche mettant en scène les mouvements de jeunesse, unis et avançant d'un même pas sous la figure tutélaire de Jeanne d'Arc est assez emblématique (**Doc.1**). Qui mieux en effet que les compagnons, les chantiers de jeunesse, les scouts de France et la jeunesse ouvrière chrétienne pouvaient servir la propagande de Vichy sur le redressement physique et moral de la jeunesse française ?

La création du chantier rural des Ormes à Lautrec

Créés par Robert Gamzon en 1927, les Éclaireurs israélites n'ont que quelques années d'existence lorsque Pétain met en œuvre sa Révolution nationale, mais les bases de ce mouvement sont solides et les actions engagées depuis le milieu des années 1930 (atelier de menuiserie ouvert dans le centre communautaire parisien en 1936, centre de formation agricole à Saumur en 1938), leur assure, au moins les premières années, le soutien des instances ministérielles de la jeunesse et de l'agriculture. Comme le laissent entendre les autorités locales tarnaises, les E.I. bénéficiaient, de fait, de soutien en haut lieu, les ministères voyant dans l'œuvre des E.I. une contribution non négligeable au renouveau national auprès de la jeunesse et dans le domaine agricole².

¹ <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/audio/phd85007542/le-marechal-petaain-s-adresse-a-la-jeunesse>

² Daniel LEE, « La coexistence et ses limites : la jeunesse juive française et le régime de Vichy. L'exemple du chantier rural des Éclaireurs israélites de France à Lautrec (Tarn) », *Revue d'Histoire de la Shoah*, 2020/2 (n° 212), pages 233 à 253.

C'est dans ce contexte que les Éclaireurs israélites ouvrent un chantier école à Lautrec en 1940. Il s'agit pour eux de poursuivre leur objectif de retour à la terre (**Doc. 2**). Si collectivement, ils ne souffrent pas des mesures d'exclusion, le chantier constitue un refuge pour ceux qui, sous le coup de la loi du 3 octobre 1940 instaurant le statut des Juifs, se voient interdire de poursuivre leur profession (**Doc. 3**)

Maurice Bernsohn, un des fondateurs du chantier, apporte un précieux témoignage sur cette période (Centre de Documentation Juive Contemporaine, DLXI-7 ; copie dans AD81, 1 J 1509) :

« Dès l'automne 1940, le mouvement des Éclaireurs israélites (E.I.) s'est demandé comment réagir devant l'occupation et le pétainisme. Il a immédiatement pris en charge spirituellement et même matériellement, des dizaines d'intellectuels juifs dont la carrière d'enseignant, par exemple, a été interrompue par le statut des Juifs. Le mouvement E.I. a décidé, ...de s'enfermer dans des centres d'études en attendant que l'orage passe. Notre première réaction a donc été ce repliement, plutôt que la lutte armée contre l'opresseur qui, à ce moment-là, paraissait assez chimérique et en tout cas lointaine, car elle ne pourrait devenir efficace qu'avec le débarquement de forces alliées ; or les plus optimistes ne le voyaient que dans un an ou deux, en réalité, il fallut attendre quatre ans. »

Dans l'immédiat, le premier problème était de survivre »

Les cadres du mouvement des Éclaireurs israélites composent avec le pouvoir pour ouvrir plusieurs centres. Marc Hagueneau, sollicitant l'appui du préfet du Tarn en octobre 1940 pour l'ouverture de la ferme-école de Lautrec, mentionne les centres ouverts par les E.I.F. pour l'évacuation des enfants et invoque la volonté du mouvement de « joindre son action, dans la mesure de ses moyens, à l'œuvre nationale de retour à la terre » entreprise par le gouvernement (**Doc. 4**)

Le chantier école de Lautrec ouvre en novembre 1940. Accueillant jusqu'à 150 personnes, il représente le centre le plus important des E.I.F. (**Doc. 5**)

Focus Marc Hagueneau

Secrétaire des Éclaireurs israélites de France (E.I.F), Marc Hagueneau est un des créateurs du Service social des Jeunes (S.S.J.) qui servira, dès l'été 1942, de couverture à l'action clandestine du mouvement. Arrêté par la Gestapo en février 1944, il décède en tentant de s'échapper.

La 2^e compagnie du Corps franc de la Libération (CFL) n° 10 dirigée par Robert Gamzon prend le nom de Marc Hagueneau, en hommage à ce résistant.

<http://www.ajpn.org/personne-Marc-Hagueneau-1006.html>

<https://museedelaresistanceenligne.org/media11289-La-compagnie-Marc-Hagueneau>

La résistance civile des E.I.

Dans ce contexte, le retour à la judéité constitue le premier acte de résistance.

Suite du témoignage de Maurice Bernsohn...

« Si vous me permettez une comparaison, la réaction de beaucoup de Juifs assimilés qui sont venus à Lautrec a été un peu celle d'enfants punis pour un méfait qu'ils n'ont pas commis... Les Juifs assimilés se disaient : notre vie est bouleversée, nous sommes châtiés parce que nous sommes Juifs, mais nous ignorions même que nous l'étions ; puisqu'on nous accuse de l'être, soyons-le et apprenons à l'être. Essayons de trouver du contenu à ce qualificatif de Juif. »

Léo Cohn, dans une lettre datée du 16 février 1942, décrit cette communauté juive reconstituée au chantier rural de Lautrec (**Doc. 6**).

Le chantier trouve des soutiens dans la population lautrécoise et en premier lieu celui de Fernand Farssac, chef de la gendarmerie de Lautrec et résistant de la première heure (**Docs 7 et 8**).

Dans « *Notes et mémoires de guerre de Fernand Farssac dit Toutyva* » (AD81, 1 J 1450), il y évoque comment il a tissé des liens avec Robert Gamzon et Léo Cohn, les chefs du chantier :

« J'ai souvent eu l'occasion de parler avec ces derniers : les autobus qui viennent d'Albi, soit de Castres, soit de Gaillac, s'arrêtent devant le portail de la gendarmerie et aucune arrivée ne passe inaperçu.

J'ai obtenu leur confiance et ils m'ont longuement décrit leur groupement, leurs problèmes, ce qui se passe en Allemagne et ce que l'on nous cache, enfin de ce que fait l'État de Vichy pour plaire aux nazis.

Nous avons sympathisé, je me suis engagé à les aider et nous avons mis au point un code pour les alerter le cas échéant. »

La surveillance à l'égard des cadres du chantier est de plus en plus forte et les lettres de délation plus fréquentes (**Docs 9 à 11**).

Focus sur La légion française des combattants (LFC)

La légion française des combattants est une organisation créée par le Maréchal Pétain à partir de la fusion forcée de l'ensemble des associations d'anciens combattants. Créée par la loi du 19 août 1940, elle est présente dans la plupart des communes de la zone non-occupée et constitue un rouage important de la politique de Vichy. En effet, elle exerce une surveillance accrue des pouvoirs publics et de la population et participe activement à la mise en œuvre de la Révolution nationale par des actions de propagande en faveur de l'État français et de son chef, le Maréchal Pétain.

Le rapport d'enquête du commissaire spécial d'Albi rédigé le 9 août 1941 donne des informations assez précises sur la sociologie du chantier (**Doc. 12**)

Il compte alors 69 personnes dont :

- 52 Français
- 17 étrangers
- 22 hommes
- 7 femmes
- 32 jeunes
- 8 enfants de moins de 10 ans

Le commissaire note que la situation des étrangers « est régulière, elle a du reste été constamment surveillée par les gendarmes et aucune irrégularité n'a été découverte ».

Comment aurait-il pu en être autrement alors que le soutien de Fernand Farssac et de sa brigade de gendarmerie est avéré ?

Mais la pression se fait de plus en plus forte sur le chantier. Le sous-préfet de Castres préconise en décembre 1941 de prendre des mesures urgentes à l'égard de « la colonie juive de Lautrec ». Parmi celles-ci, la restriction des aides financières et des bons de ravitaillement. « La mise au régime commun » reposerait aussi sur l'avertissement individuel « que toute démarche suspecte de leur part sera immédiatement sanctionnée par l'envoi dans un camp de concentration », appellation donnée alors aux camps d'internement administratif sur le territoire français (**Doc. 13**).

Dans ce contexte, Fernand Farssac propose à Gamzon de donner quelques éléments de préparation militaire aux jeunes du chantier et surtout de préparer un plan d'évacuation d'urgence.

Après l'occupation de la zone libre par les Allemands, le 11 novembre 1942, Farssac et son réseau intensifient les manœuvres pour organiser la résistance armée (cache d'armes, de véhicules...) et continuent à se préoccuper du chantier des Ormes :

« Maintenant que la France entière est occupée, il faut se hâter de mettre en place le circuit d'évasion des Ormes... Dès que mon service au bureau me le permet, je pars reconnaître l'itinéraire qui me paraît le plus valable pour

gagner la région de Lacaune, à pied, en marche forcée. Il faut trois ou quatre jours pour réaliser ce trajet, pour des marcheurs peu ou pas entraînés.

Vers la fin novembre, l'itinéraire est défini en sa totalité. J'invite les deux responsables des Ormes à se joindre à nous pour reconnaître le trajet. Nous prenons contact avec les chefs des brigades concernées et avec les personnes qui acceptent de prendre le risque d'accueillir les éventuels participants à ces déplacements.

*Gamzon décide avec eux d'un mot de reconnaissance pour que les éléments en transit soient accueillis et hébergés. En trois étapes, décident les chefs des E.I., ils pourront rejoindre Lacaune et se mettre en sécurité dans la montagne. »
(AD81, 1 J 1450)*

Grâce au dispositif d'alerte mis en œuvre, le 6 décembre 1942, l'arrestation de 6 jeunes étrangers des Ormes échoue. Trois semaines plus tard, il en est de même lorsque la Gestapo se rend aux Ormes pour arrêter 24 juifs étrangers et qu'elle n'y trouve personne.

Face au danger grandissant et après la dissolution des Éclaireurs Israélites de France proclamée en janvier 1943 (**Doc. 14**), le chantier est évacué le 9 juin 1943. Les 6 camions qui se présentent aux Ormes le 10 juin encadrés par la Gestapo repartent vides. Les Allemands saccagent le chantier et vont même, selon le témoignage de Farssac, jusqu'à menacer le maire de Lautrec, M. Delga.

Maurice Bernsohn témoigne :

« La gendarmerie de Lautrec en effet était sympathisante comme pratiquement tous les gens de la région. Mais les choses devenaient de plus en plus dangereuses, et dans la deuxième moitié de 43 nous avons décidé l'éclatement de Lautrec. Il fallait orchestrer tout cela, pour qu'un matin la gendarmerie et la population se retrouvent en face d'un chantier tout à fait vide. Si nous l'avions vidé progressivement, cela pouvait jeter l'alarme auprès des autorités et accélérer une réaction de leur part...

...Donc pour les plus jeunes et les plus sionistes (garçons et filles de 17-18 ans), éclatement vers la frontière espagnole et la Palestine ; pour les plus âgés, passage à la résistance armée au maquis ; enfin d'autres sont allés de façon permanente travailler à la Sixième, pour du service social clandestin, faux papiers, placement d'enfants, etc. »

Focus sur « La Sixième »

Février 1941 : une petite équipe E.I. (Éclaireurs israélites), dirigée par Ninon Haït¹, s'internait volontairement au camp de Gurs et y organisait un Service Social, créant dans le camp des troupes d'éclaireurs et remontant le moral des internés. Cette équipe ne s'opposait pas aux évasions... C'est le début du S.S.J. [Service social des jeunes].

Mars 1942 : première dissolution des E.I. par Xavier Vallat. Les E.I. sont rattachés à la 4^e direction de l'UGIF. Le S.S.J. constitue la 6^e division de cette 4^e direction, d'où le nom mystérieux de « Sixième » qui lui est resté.

Août 1942 : début des grandes rafles en zone sud. Un service beaucoup plus important s'impose. De nombreux chefs E.I. s'y consacrent totalement. Il s'agit de sauver les gosses et leur famille avant qu'ils ne soient internés et il faut sauver les centaines de gosses isolés qui ont échappé à la déportation de leur famille. L'organisation de la 6^e, qui ne faisait que du travail illégal, reste plus ou moins camouflée à l'intérieur de la Direction de l'UGIF.

Février 1943 : Darquier de Pellepoix dissout la 4^e Direction et interdit toute activité scoute. Cela tombe bien, car presque tous les chefs E.I. étaient accaparés par le travail clandestin. Mais la 6^e Division fut la seule qui eut l'autorisation de subsister tandis que les autres étaient dissoutes. Vichy n'avait pas encore compris, au bout de deux ans d'activités, quel genre de travail social y était fait... Mais celle-ci, abandonnant sa couverture d'UGIF, s'en détacha et devint alors totalement clandestine.

Novembre 1943 : toute concentration de jeunes Juifs, sous quelque forme que ce fût, comportant des dangers trop grands, tous nos centres éclatèrent et grâce à l'expérience de la 6^e et au concours de tous les chefs de ces centres, tous nos jeunes furent placés dans des conditions analogues à celles des enfants Sixième (faux-papiers, placement individuel, etc.).

... La Sixième a pris en charge individuellement plus de mille enfants ; elle a fait passer plus de 500 jeunes en Suisse ou en Espagne, et a aidé à sauver par des faux papiers plus de 80 000 personnes. Cet énorme travail a été malheureusement payé par la mort ou la torture et la déportation de plus de 80 de ses chefs, soit le tiers de ses cadres.

Extrait de l'article intitulé « *La sixième pendant la clandestinité* »
paru dans le numéro spécial « L'E.I.F. - Journal des Éclaireurs
israélites de France » [1945] (copie dans AD81, 1 J 1509)

¹ <https://museedelaresistanceenligne.org/media11089-Ninon-Hait-ne-Weyl>

Léo Cohn faisait partie des cadres du chantier rural de Lautrec puis des chefs du maquis combattant aux côtés de Robert Gamzon et Gilbert Bloch.

Arrêté lors d'une opération de sauvetage, il est mort en déportation. Sa femme Rachel témoigne :

« Léo était chargé de faire traverser les Pyrénées aux jeunes gens qui voulaient partir en Israël, en relation avec l'AJ [l'Armée juive]...

Il a été pris à Toulouse le 26 mai 1944. Quelqu'un qui connaissait son activité l'a dénoncé – on ne sait pas qui – au moment où il montait dans le train après avoir vérifié que tous les jeunes gens et jeunes filles de son convoi y étaient bien montés, il a été arrêté par la Gestapo.

Il avait sur lui tous les noms des jeunes qui devaient partir avec lui en Espagne, et il a mangé ses papiers. Tous les jeunes ont pu passer la frontière, malgré bien des difficultés, car ils se sont organisés eux-mêmes et sont finalement bien arrivés en Espagne...

Léo a été emprisonné à Toulouse... Il a été envoyé à Drancy. Là il s'est conduit d'une manière extraordinaire, il a organisé une chorale. On a encore tout organisé pour son évasion et tout était prêt, mais il a répondu qu'il ne pouvait pas laisser ces enfants partir seuls... Il m'a écrit qu'il fallait toujours rester vaillant et ne pas se laisser avilir dans sa qualité d'homme juif. C'était toujours son souci majeur, de rester optimiste et de se montrer digne de sa qualité de Juif et d'être humain... » (CDJC, DLXI-20, copie dans AD81, 1 J 1509)

Léo Cohn est déporté vers Auschwitz par le convoi 77 du 31 juillet 1944. Quelques minutes avant son départ, il envoie une lettre à sa femme :

« Je pars en direction inconnue et dans le convoi il y a trois cents gosses !... Quelle misère d'en voir tant qui ne connaissent ni père, ni mère, qui ne se rappellent pas leur nom ! Je joue souvent avec les enfants, j'ai quitté la serrurerie pour eux et j'ai fait des mains et des pieds pour les accompagner dans leur wagon, mais c'était impossible : les hommes seuls subissent un régime plus dur et sont enfermés à part. J'ai pu réunir une petite chorale, j'ai fait également quelques cours et études bibliques...

Courage et espérance ! »

La lutte armée des maquis juifs

Les cadres E.I. avaient préparé de longue date l'évacuation du chantier et s'étaient préparés à rejoindre la lutte armée.

À la date de janvier 1943, on peut lire dans la transcription des carnets de notes de Fernand Farssac :

« Les jeunes rescapés des Ormes ont atteint leur refuge vers Lacaune sans encombre. Le réseau a parfaitement fonctionné. Roger Gamzon a changé d'identité et est devenu Henri Lagnès de Moissac. De retour de Lacaune, il m'a indiqué qu'ils étaient arrivés sans incident. Je suis d'avis que plutôt que de se terrer, il faut s'organiser pour pouvoir se défendre et éventuellement combattre l'agresseur. Gamzon partage mon point de vue...

Nous décidons de donner trois fusils mitrailleurs et trente mousquetons avec deux caisses de munitions au groupe de Gamzon...

Gamzon se charge de faire parvenir ces armes à ses hommes.

Il prend le commandement de ce maquis qui se désigne sous le nom de « La Sixième » ». (AD81, 1 J 1450)

Le témoignage de Maurice Bernsohn est précieux pour comprendre comment les événements se sont déroulés une fois que les cadres du chantier ont rejoint la clandestinité.

« Quant au maquis, Gamzon en a créé successivement deux, puis trois, dans la région même du Tarn, pas très loin de Lautrec, du côté de Vabre et de Lacaune où les montagnes sont plus élevées et où l'on pouvait trouver des endroits sûrs au point de vue militaire.

Le premier maquis est celui de la Malquière, le second celui de Lacado. Les premiers noyaux venaient de Lautrec même, puis sont venus d'anciens E.I. ou de jeunes Juifs que nous recrutions dans les villes.

Ce maquis était pour nous comme des casernes ; c'est là que nous avions les armes et les instructeurs.

Ce maquis appartenait à l'Armée Secrète, qui était la plus grande organisation apolitique, relevant de l'armée française et donc du commandement de De Gaulle. Nos maquis [étaient] sous le commandement de noms assez prestigieux : le chef de toute la région était le général Dunoyer de Ségonzac, qui vient de mourir et son adjoint était Beuve-Mery, actuellement rédacteur en chef du Monde... »

Pour autant, comme il le souligne,

« Nous ne sommes pas restés un maquis purement juif ; si nous étions cent juifs, nous avons incorporé deux cents non-juifs qui étaient des jeunes de la région... Quand un garçon voulait échapper au STO ou bien rejoindre la lutte armée... On lui disait : Monte là-haut. Il venait, et il tombait sur une compagnie dont presque tous les officiers étaient Juifs, mais ça lui était complètement indifférent. Il faut noter que la région est très protestante et que cela facilitait sans doute les choses...

Nous sommes devenus très puissants, très efficaces, et nous avons reçu non seulement des parachutages d'armes importants qui venaient directement d'Alger et de Londres pour nous, mais aussi pour toute la région... Nous étions réputés comme le maquis le mieux organisé et le plus discipliné ; on nous a donc utilisés comme base pour toutes les autres opérations.

Si bien que lorsqu'après le Débarquement, les Américains ont décidé de lâcher quinze parachutistes et officiers dans la région pour organiser le travail de sabotage, c'est à nous qu'on les a envoyés. Nous avons des postes émetteurs et des codes. Quand nous entendions à la radio de Londres ou d'Alger : « le chargeur n'a que quinze balles », c'était le signe que le soir même entre 9h et demie et 10 heures, il y aurait un parachutage...

Les choses ont mal tourné quand les Allemands ont su qu'il y avait des parachutages...

Dans le maquis où il y a eu bataille³, nous avons eu six morts juifs, dont Gilbert Bloch (Doc. 16) qui était le commandant de ce maquis. Cela nous a beaucoup démoralisés. D'abord tout le monde s'est dispersé dans la montagne. Un maquis n'est pas comme une armée qui, si le front est enfoncé, recule et s'organise plus loin... Si les juifs n'avaient plus de chez eux, venaient de loin et n'avaient même plus en général de famille, les paysans de la région pouvaient se dire : pour moi la guerre est finie, je rentre chez moi.

Alors Gamzon a cité un long passage du Deutéronome... Sa conviction était si ardente que tous ont retrouvé leur courage et que l'unité combattante a été rétablie...

À ce moment nous sommes donc repartis en opérations, et là se place l'épisode de l'attaque du train de Mazamet⁴, ce grand train blindé allemand chargé d'artillerie. J'y ai participé... doit se situer en juillet 44...

Nous étions à peu près 60 ou 80. C'est Gamzon qui a commandé cette opération. C'est un polytechnicien, François Lévy, qui a fait sauter les rails...

³ <https://www.maquisdevabre.fr/temoignages/lattaque-de-la-roque-virgule-lacado-8-aout-1944/>

⁴ <https://www.maquisdevabre.fr/documents/attaque-du-train-a-mazamet-19-20-aout-1944/>

Au petit matin, ils [les Allemands] se sont drapés dans de grands draps blancs et ils se sont rendus. Le spectacle était assez impressionnant.

Comme toujours, ils ont exigé de se rendre à des officiers, car ils avaient terriblement peur des maquisards qu'ils prenaient pour des terroristes. Nous avions un uniforme et un brassard, mais nous n'étions tout de même pas de vrais militaires. Mais les Allemands ne s'en rendaient pas compte.

Nous nous sommes rués sur eux, j'ai arraché au Major allemand son revolver que j'ai toujours, et nous nous sommes mis à crier : « Wir sind Juden ! » (Nous sommes des Juifs). Alors ils sont devenus blancs. Nous les avons fait aligner. Ils étaient sûrs qu'on allait les fusiller tout de suite. Nous les avons faits simplement prisonniers...

Le lendemain ou le sur-lendemain, le général Dunoyer de Segonzac, avec beaucoup de « culot » est allé à Castres où se trouvait une garnison de 3 à 4 000 Allemands. Il y est allé seul avec Pierre Kauffmann, il a rencontré deux officiers allemands dans le parc de la ville, et leur a dit : « Je voudrais qu'on me mène à la Kommandantur. « Qui êtes-vous ? » lui a-t-on demandé. « Je suis le chef du maquis de la région. Vous êtes entièrement encerclés. Je vous demande donc votre reddition. Amenez-moi chez le général commandant la place, pour qu'il la signe » ...

[Le général allemand] avait 4 000 soldats avec lui et de Ségonzac était quasi seul ! Quant à notre maquis il comptait peut-être 300 personnes. Finalement, les Allemands ont signé la reddition...

Plus tard notre maquis, sous le commandement de Dunoyer de Segonzac, est devenu une vraie unité militaire, qui, après avoir franchi le Massif Central, a rejoint à Dijon la première Armée de Lattre de Tassigny. Elle s'est battue dans les Vosges, puis en Allemagne.

Quant au groupe qui a passé les Pyrénées ; il a été dans les camps en Espagne, puis il a quitté le Portugal en bateau pour la Palestine. Ils ont ensuite fondé un kibboutz français qui a tenu dix ans. »

Focus sur l'identité clandestine de quelques résistants

Robert Gamzon dit **capitaine Lagnès**, commande le maquis de la Malquière puis ceux de La Roque et de Lacado.

Roger Cahen, dit **lieutenant Roger**, dirige le maquis de La Roque.

Adrien Gensburger, dit Sergent Adrien, dirige le maquis de Lacado

Gilbert Bloch, dit **lieutenant Patrick**

[Accéder à leur biographie sur le site de l'Amicale des Maquis de Vabre](#)

Conclusion

Résister à la déportation put ainsi se faire par des moyens originaux. Le chantier rural de Lautrec en est une illustration. En utilisant les politiques mises en place par Vichy, certains acteurs de la résistance juive ont donc pu sauver de la déportation des personnes jugées indésirables par les autorités. À Lautrec, la diversité géographique des Juifs trouvant refuge au chantier rural des Ormes rappelle opportunément que la déportation s'effectuait à l'échelle des territoires occupés ou vassalisés par les Nazis.

Par ailleurs, une fois le chantier démantelé en juin 1943, ses membres ont rejoint la lutte armée en établissant des maquis dans la région de Vabre et de Lacaune, poursuivant ainsi la résistance. En accueillant des volontaires, pas nécessairement de confession juive, notamment les réfractaires au Service du Travail Obligatoire, ces maquis affirment que la résistance aux différentes formes d'oppression transcende l'être humain autour d'idéaux communs résumés dans la devise de la République : liberté, égalité, fraternité.